

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 12.11.2016.

Salariés Polyclinique ORMEAU - 5^{ème} jour de grève :

Une direction qui joue le pourrissement, les pouvoirs publics doivent prendre leurs responsabilités

Les salarié(e)s de la polyclinique de l'ormeau dont la détermination ne faiblit pas étaient encore massivement mobilisés aujourd'hui.

Ce matin à 9h30, ils avaient rdv à la Permanence de Mme la Députée Jeanine Dubié.

Cette rencontre a été l'occasion pour eux d'exposer une nouvelle fois leurs revendications, mais surtout témoigner de leur mal être au travail, du manque de moyens ainsi que du manque de reconnaissance à leur égard.

A l'issue de cet échange, madame Dubié a indiqué qu'elle était particulièrement touchée par tous ces témoignages. Elle a également indiqué que la situation exposée faisait apparaître des manquements graves à la sécurité des patients et qu'elle saisissait immédiatement la Préfecture et l'ARS.

Dans les plus brefs délais, elle saisira aussi le ministère de la santé.

Comme prévu, à 11h les négociations se sont ouvertes. Le premier échange s'est tenu sur l'aspect salarial. La maigre compensation proposée aux salariés a été interprétée comme une provocation par les salariés lors d'une brève interruption de séance.

La reprise des discussions a été totalement stérile, la direction n'ayant aucune autre proposition notamment sur les conditions de travail des salariés, décidant manifestement de jouer la montre et de parier sur un pourrissement du conflit.

Face à cette attitude inqualifiable de la direction, la délégation a décidé de quitter les négociations, la direction ne respectant pas l'engagement pris le 10 novembre au soir sur des négociations loyales et sérieuses.

Compte tenu de cette attitude, les salariés ont décidé d'occuper le hall de la clinique.

Ils ont, par le biais de leurs représentants, demandé aux pouvoirs publics de reprendre la main.

A 17h, une délégation a pu rencontrer Mme la sous-préfète des Hautes-Pyrénées accompagnée de l'ARS. Elle a tout d'abord dénoncé la situation de blocage contraire aux engagements. Elle a aussi et une nouvelle fois alerté, à partir d'éléments factuels, sur un certain nombre de points qui constituent un risque grave et imminent pour la santé des patients. Éléments qui sont directement la conséquence des réorganisations multiples et incessantes, de la réduction des moyens humains et d'une pression de plus en plus forte sur les salariés.

A partir de ces éléments, la délégation, sur mandat des salariés, a demandé :

- La fermeture administrative de la clinique de l'Ormeau,
- Que la séance de négociations initialement prévue lundi, le soit directement en Préfecture et sous l'autorité des pouvoirs publics (Préfecture, ARS, Direccte).

Il nous a été répondu qu'aucune mesure immédiate ne pouvait être prise, tout en considérant que les faits rapportés étaient d'une gravité extrême.

Dans ces conditions, la CGT a demandé à ce que des mesures soient prises le plus rapidement possible.

Plus que jamais, face au mépris directionnel, les salariés ont décidé de poursuivre leur mouvement.

La journée de demain sera consacrée à la médiatisation du conflit.

Les pouvoirs publics sont aujourd'hui clairement au fait de la situation et doivent intervenir.

Les salariés et la CGT appelle les salariés et la population à une grande manifestation ce lundi 14 novembre avec rdv à 10h devant la clinique Ormeau-Pyrénées (face au stade Trélut).

Doit-on attendre qu'un accident grave se produise pour qu'il y ait une réaction ?